
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 16

Bill No. 16

Loi de la Commission athlétique
du Québec

The Québec Athletic Commission
Act

Première lecture

First reading

M. PHANEUF

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n° 16

Loi de la Commission athlétique
du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans la présente loi, à moins que le
contexte n'indique un sens différent, les
mots suivants signifient:

a) « match »: compétition, dans une
discipline sportive à laquelle s'applique la
présente loi, entre athlètes de niveau pro-
fessionnel ou amateur;

b) « Commission »: la Commission ath-
létique du Québec instituée par l'article 3;

c) « permis »: un permis ou une licence
délivré en vertu de la présente loi;

d) « règlement »: un règlement adopté
en vertu de la présente loi;

e) « personne autorisée »: une personne
autorisée en vertu de l'article 28;

f) « établissement »: un endroit où se
fait l'entraînement des athlètes en vue
d'un match, un endroit où un match a
lieu ou un endroit où un match est filmé
ou est montré sur écran;

g) « sanction disciplinaire »: toute sanc-
tion disciplinaire édictée par la Commis-
sion en vertu du paragraphe *m* de l'article
43;

h) « ministre »: le ministre désigné sui-
vant l'article 52.

Bill No. 16

The Québec Athletic Commission
Act

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act, unless the context in-
dicates a different meaning, the following
words mean:

(a) "match": a contest in any sport to
which this act applies, between profes-
sional or amateur athletes;

(b) "Commission": the Québec Athletic
Commission established by section 3;

(c) "permit": a permit or licence issued
under this act;

(d) "regulation": any regulation made
under this act;

(e) "authorized person": a person au-
thorized under section 28;

(f) "establishment": a place where ath-
letes train in preparation for a match, a
place where a match is held or a place
where a match is filmed or presented on
a screen;

(g) "disciplinary penalty": any disci-
plinary penalty prescribed by the Com-
mission under paragraph *m* of section 43;

(h) "Minister": the Minister designa-
ted under section 52.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet crée un organisme formé de trois membres, chargé de régir les activités sportives indiquées à l'article 2.

EXPLANATORY NOTE

This bill creates a body formed of three members to govern the sports activities listed in section 2.

2. Les disciplines sportives auxquelles s'applique la présente loi sont la lutte, la boxe et toute autre que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. The sports to which this act applies are wrestling, boxing and any other sport determined by the Lieutenant-Governor in Council.

SECTION II

COMMISSION ATHLÉTIQUE DU QUÉBEC

§ 1.—*Constitution de la Commission*

3. Un organisme est institué sous le nom de « Commission athlétique du Québec ».

4. La Commission a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

[[**5.** La Commission est formée de trois membres nommés pour un terme n'excédant pas dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui choisit un président et un vice-président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.]]

6. Les membres de la Commission restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

7. Les membres de la Commission doivent s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de leurs fonctions.

8. Aucun membre de la Commission ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

DIVISION II

QUÉBEC ATHLETIC COMMISSION

§ 1.—*Constitution of the Commission*

3. A body is established under the name of "Québec Athletic Commission".

4. The corporate seat of the Commission is in the territory of the Montreal Urban Community, but the Commission may transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

The Commission may hold its sittings at any place in the province of Québec.

[[**5.** The Commission shall consist of three members appointed for a term not exceeding ten years by the Lieutenant-Governor in Council, who shall choose a president and a vice-president among their number and shall fix the fees, allowances or salary or, as the case may be, the additional salary of each of them.]]

6. The members of the Commission shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

7. The members of the Commission shall devote their time exclusively to the work of the Commission and the duties of their office.

8. No member of the Commission, under pain of forfeiture of his office, shall have any direct or indirect interest in an undertaking that puts his personal interest in conflict with that of the Commission.

Such forfeiture shall not be incurred, however, if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

[[**9.** Au cas d'incapacité d'agir du président de la Commission par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; au cas d'incapacité d'agir d'un autre membre de la Commission par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.]]

10. Le quorum de la Commission est constitué de deux membres.

11. En cas d'égalité des voix, le président a une voix prépondérante.

12. Les décisions de la Commission qui terminent une affaire doivent être rendues par écrit et être motivées; elles font partie des archives de la Commission. La Commission peut, pour cause, réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue.

13. Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Commission et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Commission ou le secrétaire.

14. Le président est responsable de l'administration de la Commission dans le cadre de ses règlements.

[[**15.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

Cependant, le président de la Commission exerce à ce sujet les pouvoirs que cette loi attribue au sous-chef d'un ministère.

16. Les membres de la Commission ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Commission ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

[[**9.** If the president of the Commission is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; if another member of the Commission is unable to act by reason of absence or illness, he may be replaced by a person appointed to perform his duties while he is unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, who shall fix his fees, allowances, salary or additional salary.]]

10. Two members shall constitute a quorum of the Commission.

11. In the case of a tie-vote, the president shall have a casting vote.

12. Decisions of the Commission terminating a matter shall be rendered in writing and shall state the reasons therefor; they shall form part of the Commission's records. The Commission, for cause, may revise or cancel any decision it has rendered.

13. The minutes of the sittings, approved by the Commission and certified by the president or secretary, are authentic. The same applies to documents and copies emanating from the Commission or forming part of its records, when they are signed by the president or the secretary of the Commission.

14. The president shall be responsible for the administration of the Commission within the scope of its by-laws.

[[**15.** The secretary and the other persons employed by the Commission shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

However, the president of the Commission shall exercise in this respect the powers assigned by such act to the deputy-head of a department.

16. The members of the Commission and the other officers and employees of the Commission cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.

17. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Commission, les membres de la Commission ou une personne autorisée, agissant en leur qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

[[**18.** Les sommes provenant du versement des droits et les cautionnements ou gages forfaits sont versés annuellement par la Commission au fonds consolidé du revenu.]]

19. L'année financière de la Commission se termine le 31 mars de chaque année.

20. La Commission doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour la précédente année financière. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

21. Les livres et comptes de la Commission sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et, en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; les rapports du vérificateur doivent accompagner le rapport annuel de la Commission.

§ 2.—*Permis*

22. Nul ne peut, sans être détenteur d'un permis en vigueur:

- a) organiser un match;
- b) exploiter un établissement;
- c) filmer un match ou le montrer sur écran;
- d) participer à un match à titre de concurrent, de gérant ou de second d'un concurrent;

e) prendre part à un match comme arbitre, juge, chronométreur, médecin, inspecteur ou annonceur.

17. None of the extraordinary recourses provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Commission, the members of the Commission or an authorized person acting in their official capacity.

Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to the preceding paragraph.

[[**18.** The sums derived from payment of the duties and from any forfeited security or pledge shall be paid by the Commission into the consolidated revenue fund each year.]]

19. The fiscal year of the Commission shall end on 31 March each year.

20. Not later than 30 June each year, the Commission shall submit to the Minister a report of its activities for the previous fiscal year. The Minister shall lay such report before the National Assembly within thirty days after receipt thereof if it is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

21. The books and accounts of the Commission shall be audited by the Auditor-General each year and also whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders; the reports of the auditor must accompany the annual report of the Commission.

§ 2.—*Permits*

22. No person, who does not hold a permit in force, shall:

- (a) organize a match;
- (b) operate an establishment;
- (c) film a match or present it on a screen;
- (d) take part in a match as a contestant, or as manager or second of a contestant;

(e) take part in a match as a referee or umpire, judge, time-keeper, physician, inspector or master of ceremonies.

23. Le permis exigible pour une activité visée au paragraphe *a*, *b* ou *c* de l'article 22 peut être délivré à une personne physique domiciliée au Québec pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation, société ou association ayant son siège social au Québec.

23. The permit required for any activity contemplated in paragraph *a*, *b* or *c* of section 22 may be issued to a physical person domiciled in the province of Québec for his own account or for the benefit of a corporation, partnership or association having its corporate seat in the province of Québec.

[[**24.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande à la Commission dans la forme prescrite, accompagnée des documents et du paiement des droits prévus par les règlements.]]

[[**24.** Every person who applies for a permit must send his application to the Commission in the prescribed form together with the documents and duties prescribed by the regulations.]]

25. La Commission délivre le permis, si le requérant et, le cas échéant, la corporation, société ou association, pour le bénéfice de laquelle il sollicite le permis, remplissent les conditions prescrites par la présente loi et les règlements; elle peut suspendre ou annuler le permis de toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente loi ou des règlements.

25. The Commission shall issue the permit if the applicant fulfils or, where such is the case, if the applicant and the corporation, partnership or association for whose benefit he applies for a permit fulfil the conditions prescribed by this act and the regulations, and may suspend or cancel the permit of any person refusing or neglecting to comply with the requirements of this act or of the regulations.

La Commission doit, avant de prononcer l'annulation ou la suspension d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Elle doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont elle suspend ou annule le permis.

Before cancelling or suspending a permit, the Commission must give the holder an opportunity to be heard. It must also give notice in writing of its decision, stating the reasons on which it is based, to the person whose permit it suspends or cancels.

Toutefois, en cas d'urgence, la Commission peut prononcer la suspension d'un permis sans que le détenteur ait été entendu; elle doit alors aviser ce dernier sans délai et lui fournir l'occasion de se faire entendre le plus tôt possible.

However, if it is urgent, the Commission may suspend a permit without the holder having been heard; it shall then notify him immediately and give him an opportunity to be heard as soon as possible.

26. Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transportés à une autre personne sans l'autorisation de la Commission.

26. The rights granted by a permit shall not be validly transferred to another person without the authorization of the Commission.

§ 3.—*Litiges et enquêtes*

§ 3.—*Litigations and inquiries*

27. La Commission possède, à l'exclusion de tout tribunal, juridiction sur tout litige et sur toute question ayant pour objet l'application de la présente loi et des règlements relativement aux activités d'un détenteur de permis, à la suspension ou à la révocation d'un permis, à l'application d'une mesure disciplinaire ou relativement aux mesures exigées pour la protection du

27. The Commission, to the exclusion of any court, shall have jurisdiction over any litigation and over any question having as its object the application of this act and the regulations in respect of the activities of a permit holder, the suspension or cancellation of a permit, the application of a disciplinary measure or in respect of the measures necessary for the

public et pour le maintien de l'ordre.

protection of the public and the public order.

28. La Commission peut autoriser par écrit toute personne à entendre et décider tout litige et toute question visés à l'article 27.

28. The Commission may authorize in writing any person to hear and decide any litigation and any question contemplated in section 27.

29. Toute affaire portée en vertu de l'article 27 devant la Commission ou une personne autorisée est commencée par une demande écrite, rédigée sur une formule fournie par la Commission ou approuvée par elle et signée par le requérant.

29. Any matter brought under section 27 before the Commission or an authorized person shall be commenced by a written application drawn up on a form supplied or approved by the Commission and signed by the applicant.

30. La Commission ou la personne autorisée doit transmettre la demande de la façon déterminée par la Commission, à toutes les personnes qu'elle estime intéressées, sauf si elles sont toutes présentes lors de l'introduction de la demande. Dans ce dernier cas, la Commission ou la personne autorisée entend l'affaire sans délai; dans les autres cas, elle fixe le lieu, la date et l'heure de l'audition et en fait donner avis aux intéressés.

30. The Commission or the authorized person shall send the application, in such manner as it determines, to all the persons whom the Commission or such person considers interested, unless they are all present when the application is introduced. In such latter case, the Commission or the authorized person shall hear the matter immediately; in the other cases, the Commission or person shall fix the place, date and time of the hearing and have notice given of it to the interested persons.

31. Dans tout litige dont elle est saisie, la Commission ou la personne autorisée peut interdire à toute partie de poser un acte qui, à son avis, ne devrait pas être posé avant qu'elle ne décide de ce litige et elle peut donner toutes les directives qu'elle juge nécessaires pour rendre sa décision effective.

31. In any litigation referred to the Commission, it or the authorized person may forbid any party to perform an act which, in its or his opinion, should not be performed before such Commission or person decides such litigation, and may give all the directives which either deems necessary to render its or his decision effective.

32. Les huissiers et constables doivent assister la Commission ou la personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions, et lui obéir chaque fois qu'ils en sont requis et ils sont payés suivant les mêmes tarifs et de la même manière que pour des services similaires en Cour provinciale.

32. The bailiffs and constables must assist the Commission or the authorized person, in the exercise of their functions, and obey the Commission or person whenever so required, and they shall be paid according to the same tariffs and in the same manner as for similar services in the Provincial Court.

33. La Commission ou la personne autorisée doit notifier sa décision par écrit aux intéressés. Cette décision doit être motivée.

33. The Commission or the authorized person shall give notice of its or his decision in writing to the interested persons. Such decision shall give the reasons on which it is based.

34. Lorsque l'affaire a été entendue par une personne autorisée et lorsque la

34. When the matter has been heard by an authorized person and when the

valeur de l'objet du litige n'est pas inférieure à trois cents dollars, tout intéressé peut interjeter appel de cette décision à la Commission dans les dix jours de la date à laquelle la décision a été notifiée à l'appelant, au moyen d'un avis écrit adressé à la Commission et exposant avec concision les motifs d'appel. La Commission fait signifier cet avis à la personne dont la décision est en appel, ainsi qu'à tout autre intéressé.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une affaire relative à l'application d'une sanction disciplinaire ou à une mesure exigée pour assurer la protection du public et pour le maintien de l'ordre, le présent article s'applique nonobstant la valeur de l'objet en litige.

35. La Commission ou toute personne autorisée adjuge, à sa discrétion, sur les frais des litiges qui lui sont soumis.

36. Toute décision de la Commission sur une question en litige qui lui est soumise en première instance ou en appel est sans appel.

37. Toute décision de la Commission ou d'une personne autorisée portant condamnation à payer une somme d'argent peut, lorsqu'elle est devenue définitive, être homologuée, sur requête de la Commission ou d'une partie intéressée, par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective eu égard au montant de la condamnation.

Après homologation, cette décision est exécutoire comme un jugement de la cour par laquelle elle a été homologuée.

38. Dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs, la Commission peut, par elle-même, ou un de ses membres ou toute personne qu'elle désigne par écrit, enquêter sur toute matière de sa compétence.

39. Aux fins de ses enquêtes ainsi que des litiges qu'elle entend conformément aux dispositions qui précèdent, la Com-

value of the object of the litigation is not less than three hundred dollars, any interested person may appeal to the Commission from such decision within ten days from the date on which the appellant has been notified of the decision, by means of a written notice sent to the Commission stating concisely the grounds for the appeal. The Commission shall cause such notice to be served upon the person whose decision is appealed from, and upon any other interested person.

However in a matter related to the application of a disciplinary penalty or any measure necessary for the protection of the public and the keeping of order, this section applies notwithstanding the value of the object of the litigation.

35. The Commission or any authorized person shall, at its or his discretion, adjudicate upon the costs of the litigations submitted.

36. Any decision of the Commission on any question in dispute submitted to it in first instance or in appeal shall be without appeal.

37. Any decision of the Commission or of an authorized person entailing a condemnation to pay a sum of money may, when it has become final, be homologated upon a motion of the Commission or an interested party, either by the Superior Court or the Provincial Court according to their respective jurisdictions having regard to the amount of the condemnation.

After homologation, such decision shall be executory in the same manner as any judgment of the court by which it has been homologated.

38. In the exercise of its functions and powers, the Commission itself or any of its members or any person appointed by it in writing may inquire into any matter within its competence.

39. For the purposes of its inquiries and of the litigations which it hears in accordance with the foregoing provisions,

mission, ses membres et toute personne qu'elle autorise par écrit sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

40. Les membres de la Commission ou toute personne qu'elle désigne par écrit ont, en tout temps, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de toute personne qui détient un permis; toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit en donner communication aux membres de la Commission ou à la personne qu'elle a désignée, et lui en faciliter l'examen.

Les membres de la Commission ou toute personne qu'elle désigne par écrit peuvent aussi vérifier en tout temps si l'équipement de tout établissement est conforme aux normes fixées par règlement.

Si les membres de la Commission ou toute personne qu'elle a désignée par écrit ont des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi ou aux règlements est commise, ils peuvent, aux conditions qu'ils déterminent, mettre fin sur-le-champ à tout match, au filmage ou à la présentation sur écran de tout match.

La Commission peut par elle-même ou par une personne autorisée, imposer une ou plusieurs sanctions disciplinaires à une personne qu'elle trouve coupable d'avoir dérogé à une ou plusieurs règles relatives à l'organisation et à la conduite des matchs, au filmage ou à la présentation sur écran de tout match.

41. Il est interdit d'entraver une personne effectuant une enquête conformément à la présente loi, de la tromper ou de tenter de la tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères, de refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'elle peut donner en vertu de la présente loi ou des règlements. Cette personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat attestant sa qualité signé par le président de la Commission ou une personne autorisée à cette fin.

the Commission, its members and any person authorized by it in writing shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

40. The members of the Commission or any person appointed by it in writing shall at all times have access to all the books, registers, accounts and other records of any person who holds a permit; any person having the custody, possession or control of such books, registers, accounts, records and other documents must give communication of them to the members of the Commission or to the person appointed by it and shall facilitate their examination of them.

The members of the Commission or any person whom it appoints in writing may also at all times verify whether the equipment of any establishment complies with the standards determined by regulation.

If the members of the Commission or any person whom it has appointed in writing have reasonable grounds to believe that an infringement of this act or of the regulations has been committed, they may, upon such conditions as they determine immediately terminate any match, filming or screen presentation of any match.

The Commission may itself or through an authorized person impose one or more disciplinary penalties on a person it finds guilty of infringing one or more rules respecting the organization and conduct of matches, filming or screen presentation of any match.

41. It is forbidden to hinder a person making an inquiry in accordance with this act, to mislead or attempt to mislead him by concealment or misrepresentation, to refuse to declare one's surname, given names and address to him or to neglect to obey any order such person may give under this act or the regulations. Such person shall, if so required, present a certificate attesting his authority signed by the president of the Commission or a person authorized for that purpose.

SECTION III

RÈGLEMENTATION ET ENTENTES

42. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

[[a) fixer les droits à payer lors d'une demande de permis;

b) établir les honoraires et les droits payables à la Commission sur les matières qui lui sont soumises ou qui sont soumises à une personne autorisée et les procédures faites devant elles en vertu de la présente loi;

c) fixer les droits exigibles pour la présentation d'un match, le filmage ou la projection sur écran d'un match et déterminer les modalités de paiement de ces droits.]]

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

43. La Commission peut, par règlement :

a) classer les athlètes entre le niveau professionnel et le niveau amateur;

b) déterminer la forme, la teneur, le nombre et les catégories de permis ainsi que leur durée et les modalités de leur délivrance;

[[c) déterminer les qualités requises d'une personne qui sollicite un permis, un transfert ou un renouvellement de permis, les conditions qu'elle doit remplir, les états financiers et les renseignements qu'elle doit produire, le cautionnement qu'elle doit fournir ou le dépôt qui en peut tenir lieu, ainsi que les cas d'annulation ou de confiscation de ce cautionnement et la façon dont il en est alors disposé;]]

d) régir la forme et la teneur de la publicité relative à un match;

e) établir des règles concernant l'organisation et la tenue d'un match, le filmage ou la projection sur écran d'un match;

f) établir des normes relatives à l'aménagement, à l'équipement et à la bonne tenue d'un établissement;

g) établir des normes relatives à la nature de l'équipement et au costume d'un concurrent dans un match;

DIVISION III

REGULATIONS AND AGREEMENTS

42. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation :

[[a) fix the duties payable when applying for a permit;

b) establish the fees and duties payable to the Commission in respect of the matters submitted to it or submitted to an authorized person and in respect of the proceedings had before either under this act;

c) fix the duties exigible for the presentation of a match or the filming or screen presentation of a match and determine the terms and conditions of payment of such duties.]]

Such regulations shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

43. The Commission may by regulation :

a) classify athletes as professional or amateur;

b) determine the form, tenor, number and classes of permits, their term and the terms and conditions of their issue;

[[c) determine the qualifications required of a person who applies for a permit or for the transfer or renewal of a permit, the conditions he must fulfil, the financial statements and information he must submit, the security he must give or the deposit which may be made in lieu of security and the cases in which such security may be cancelled or confiscated and the disposition which should then be made of it;]]

d) govern the form and tenor of the advertising respecting any match;

e) establish rules for the organization and holding of a match, and the filming or screen presentation of any match;

f) establish standards respecting the arrangement, equipment and orderliness of any establishment;

g) establish standards respecting the nature of the equipment and the costume of any contestant in a match;

h) prescrire les registres, comptes et dossiers que doit tenir un détenteur de permis, établir des normes relatives à leur tenue et déterminer la période durant laquelle ce détenteur doit conserver ces registres, comptes et dossiers;

i) constituer un conseil médical et tout autre comité nécessaire à l'application de la présente loi et déterminer sa composition et ses fonctions;

j) édicter des règles nécessaires à sa régie interne et à la conduite de ses affaires;

k) établir des règles de procédure pour la conduite des affaires qui sont de sa compétence ou dont est saisie une personne autorisée;

l) prescrire les mesures exigées pour la protection du public et le maintien de l'ordre en tout ce que la Commission a charge de surveiller;

[[m) prévoir les sanctions disciplinaires applicables dans le cas d'une dérogation aux règles relatives à l'organisation et à la conduite des matchs, soit la suspension ou la révocation du permis, la confiscation de la bourse attribuable ou une amende d'au plus mille dollars pour chaque dérogation;

n) fixer le tarif des honoraires des arbitres, juges, chronomètres, médecins, inspecteurs ou annonceurs lors d'un match et indiquer les cas où ces fonctions ne peuvent être remplies que par des personnes désignées et rémunérées par la Commission.]]

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; après cette approbation, il est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et il entre en vigueur à compter de la date de cette publication ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

44. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut conclure ou peut autoriser la Commission à conclure une entente avec l'autorité compétente de tout gouvernement, avec toute corporation ou avec toute association relative à l'échange de renseignements et à toute question touchant l'application de la présente loi.

(h) prescribe the registers, accounts and records to be kept by any permit holder, establish standards for their keeping and determine the period for which such holder must conserve such registers, accounts and records;

(i) constitute a medical board and any other committee necessary to the application of this act and determine its composition and functions;

(j) make rules necessary to its internal management and to the carrying on of its affairs;

(k) make rules of procedure for the conduct of matters within its competence or which are referred to an authorized person;

(l) prescribe the measures required for public protection and public order in all matters under the supervision of the Commission;

[[m) provide for the disciplinary penalties applicable in the case of infractions of the rules respecting the organization and conduct of matches, namely, suspension or revocation of the permit, confiscation of the purse assignable or a fine of not more than one thousand dollars for each infraction;

(n) fix the tariff of fees for referees or umpires, judges, time-keepers, physicians, inspectors or masters of ceremonies at a match and indicate the cases in which such offices may be held only by persons appointed and remunerated by the Commission.]]

Every regulation made under this section shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council; after such approval, it shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force from the date of such publication or any later date indicated therein.

44. The Lieutenant-Governor in Council may enter into or may authorize the Commission to enter into any agreement with the competent authority of any government, with any corporation or with any association respecting the exchange of information and respecting any matter related to the application of this act.

SECTION IV

INFRACTIONS ET PEINES

45. Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements ou refuse de se conformer à un ordre donné en vertu de cette loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, pour chaque jour que dure l'infraction, d'une amende d'au plus \$5,000.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'infraction reprochée peut donner lieu contre un contrevenant à une sanction disciplinaire.

46. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout fonctionnaire, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

47. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

SECTION V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

48. La Commission succède aux droits et obligations des commissions athlétiques formées en vertu de la Loi des commissions athlétiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 131), lesquelles sont dissoutes.

Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute poursuite intentée par ou contre ces commissions athlétiques.

49. La Loi des commissions athlétiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 131)

DIVISION IV

OFFENCES AND PENALTIES

45. Every person who infringes any provision of this act or of the regulations or refuses to comply with an order given under this act or the regulations is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than \$5,000, for each day that the offence continues.

Part II of the Summary Convictions Act applies to such proceedings.

This section does not apply in the cases where the offence charged may subject the offender to a disciplinary penalty.

46. When a corporation is guilty of an offence against this act or any regulation, every officer, director, employee or agent of such corporation who prescribed or authorized the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced or participated therein, is deemed a party to the offence and is liable to the same penalty as that provided for the corporation, whether or not such corporation has been prosecuted or convicted.

47. Proceedings under this act shall be instituted by the Attorney-General or by a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

DIVISION V

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

48. The Commission shall succeed to the rights and obligations of the athletic commissions established under the Athletic Commission Act (Revised Statutes, 1925, chapter 131), and such commissions are dissolved.

It shall, without continuance of suit, become a party to any proceeding instituted by or against such athletic commissions.

49. The Athletic Commission Act (Revised Statutes, 1925, chapter 131) and the

et la Loi instituant le Conseil provincial des sports (Statuts refondus, 1941, chapitre 253) sont abrogées.

50. Toute licence ou tout permis délivré par une commission athlétique visée à l'article 49 demeure en vigueur jusqu'à la date de son expiration et son détenteur peut, jusqu'à cette date, accomplir les activités autorisées par ce permis ou cette licence à moins que la Commission n'en ordonne autrement.

[[**51.** Les deniers requis pour l'application de la présente loi sont pris, pour l'exercice financier 1974/1975, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les années subséquentes, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

52. Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne le ministre chargé de l'application de la présente loi.

53. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Act to Create the Provincial Sports Council (Revised Statutes, 1941, chapter 253) are repealed.

50. Every licence or permit issued by an athletic commission contemplated in section 49 shall remain in force until the date of its expiry and its holder may until such date carry on the activities authorized by such permit or licence unless the Commission orders otherwise.

[[**51.** The moneys required for the application of this act shall be taken for the fiscal year 1974/1975 out of the consolidated revenue fund, and for the subsequent years out of the moneys granted each year for that purpose by the Legislature.]]

52. The Lieutenant-Governor in Council shall designate the Minister entrusted with the application of this act.

53. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.